

Francophonie : Même l'Arabie Saoudite veut y entrer

Écrit par L'Observateur paalga

Lundi, 28 Novembre 2016 08:54 - Mis à jour Lundi, 28 Novembre 2016 09:02



D'abord un rappel. C'est sur les bords du grand fleuve, plus exactement à Niamey, que la Francophonie institutionnelle a été portée sur les fonts baptismaux sous l'appellation d'Agence de Coopération Culturelle et Technique, ACCT. On était dans les années 1970. Les géniteurs en furent Hamani Diori du Niger, Léopold Sédar Senghor du Sénégal, Habib Bourguiba de Tunisie, Charles Hélou du Liban, Norodom Sihanouk du Cambodge.

Ils étaient tous hommes des Lumières qui avaient vocation à rassembler ce qui est éparé et qui ambitionnaient de réaliser leur rêve de fraternité universelle à travers l'espace francophone.

Comme on le voit, l'idée de Francophonie n'a germé ni à l'Elysée dans la tête des stratèges de la recolonisation par d'autres voies, ni Quai Conti dans celle d'un immortel, entendez un académicien poursuivant la défense et l'illustration de la langue française par tous les stratagèmes.

Loin de nous la naïveté de croire que cette idée née hors de l'Hexagone ne faisait pas l'affaire d'un pays comme la France, mais il faut s'éloigner tout autant des raccourcis idéologiques qui consistent à stigmatiser toutes les organisations rassemblant les anciennes possessions françaises comme des ruses néocoloniales imaginées pour les maintenir ombilicalement attachées à l'ancienne métropole.

Ce qu'il faut retenir, c'est que la Francophonie, ce n'est pas seulement une question de langue

Francophonie : Même l'Arabie Saoudite veut y entrer

Écrit par L'Observateur paalga

Lundi, 28 Novembre 2016 08:54 - Mis à jour Lundi, 28 Novembre 2016 09:02

française mais plutôt de pluralisme linguistique et de diversité culturelle. Ceux qui ont assisté à l'ouverture du 16e sommet d'Antananarivo en ont eu la preuve sonore en écoutant le président Vietnamien s'adresser à ses pairs en Tonkinois et non dans la langue de Voltaire qu'il ne pige goutte.

Aujourd'hui, la Francophonie porte au cœur de ses préoccupations les droits de l'homme, la bonne gouvernance et surtout la démocratie.

En témoigne le protocole de Bamako adopté en 2000 et qui proscrit désormais toute dévolution du pouvoir par des voies non démocratiques. Gare donc aux usurpateurs de tout acabit : il seront ipso facto frappés de quarantaine.

C'est au sommet de Hanoï en 1997 qu'en devenant Organisation internationale de la Francophonie, OIF, la Francophonie a amorcé ce tournant l'ayant conduit à s'impliquer désormais dans les questions politiques et institutionnelles.

Servie par le Charisme de ses deux premiers secrétaires exécutifs que furent l'Égyptien Boutros Boutros Ghali et Abdou Diouf le Sénégalais, l'OIF a fini de s'imposer sur la scène internationale avec l'intervention récente à l'ONU de sa nouvelle secrétaire exécutive, Michael Jean du Canada.

Ceci expliquant certainement cela, on comprend pourquoi malgré les nombreux contempteurs de l'OIF, qui se recrutent souvent hélas, au sein même de l'espace francophone où ils se complaisent à cracher dans la soupe, ils sont tout aussi nombreux les pays qui continuent à frapper à la porte de l'institution.

Chacun a compris qu'il y a là un grand espace de visibilité à exploiter pour redorer son blason, surtout quand il pense qu'avec la diplomatie du chéquier on peut avoir le monde à ses pieds.

C'est le cas à titre illustratif de l'Arabie Saoudite qui a fait acte de candidature au titre des pays observateurs au sommet qui vient de s'achever.

N'y a-t-il pas déjà le précédent du tout petit Qatar qui a réussi l'exploit d'entrer à l'OIF au titre des pays associés lors du sommet de Kinshasa en 2012 ?

Pourquoi pas la grandissime Arabie Saoudite ?

Sa candidature a été tout d'abord poliment rejetée par le Conseil permanent de la Francophonie dès juin 2016 au motif que son dossier n'était pas complet.

Même refus poli au même motif du Conseil des ministres le 23 novembre à Antananarivo.

Ce que les experts et les ministres ont mis des gants à signifier leur refus au royaume Wahabite, c'est que son application rigoriste de lois nationales qui ne sont pas toujours conformes à la conception universelle des droits de l'homme et ses conceptions inégalitaires des rapports homme/femme sont en contradiction flagrante avec les critères de convergence exigés par la Francophonie pour s'asseoir à sa table.

Jusqu'à l'ouverture du 16e Sommet, Ryad n'a pas perdu espoir, ayant en mémoire que le Qatar avait été admis par les chefs d'Etat, malgré le refus motivé des experts et des ministres ; le Qatar qui, soit dit en passant, le leur rend bien puisqu'à ce qu'il paraît, cette pétromonarchie n'est même pas fichue de payer ses cotisations.

Au moment où ces lignes étaient tracées, le 16e Sommet venait de prendre fin. Les chefs d'Etat ont suivi leurs experts et leurs ministres dans leur refus euphémique avec toutefois un compromis diplomatique : l'envoi sur le terrain d'un comité ad hoc afin de vérifier si Riyad remplissait les conditions d'adhésion qui seront examinées dans deux ans au prochain sommet d'Erevan 2018 en Arménie. Soutenu par des pays comme la France, la Fédération Wallonie-Bruxelles, le Tchad et notre pays, ce compromis a été arraché de haute lutte face à

Francophonie : Même l'Arabie Saoudite veut y entrer

Écrit par L'Observateur paalga

Lundi, 28 Novembre 2016 08:54 - Mis à jour Lundi, 28 Novembre 2016 09:02

l'opposition radicale d'autres Etats comme le Maroc, le Sénégal, le Bénin et le Gabon.

En attendant, bienvenue à l'Argentine, à la Corée du Sud, à l'Ontario et à la Nouvelle-Calédonie dont les candidatures sont passées comme une lettre à la poste francophone.

La Rédaction

L'Observateur paalga